



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Déclaration de projet - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2021 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général (DIG) et à l'enquête parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête publique conjointe nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus désigné, de la DUP, de la DIG, des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac a ainsi fait l'objet d'une procédure d'enquête publique conjointe, préalable à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 20 juin 2022 au 22 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, il convient maintenant de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 dispose : *« La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'environnement. ».*

1. Objet de l'opération

L'objectif de l'opération consiste à protéger le quartier de la Plaine à Juvignac qui fût en grande partie inondé par les débordements de la Mosson lors de la crue du 6 et 7 octobre 2014, avec 75 habitations inondées.

L'opération consiste à aménager une digue en remblais sur une longueur d'environ 460 mètres en bordure des zones habitées du quartier de la Plaine. Cet ouvrage sera complété par un dispositif de gestion des eaux de ruissellement entre la zone habitée et la digue. Un fossé de collecte sera aménagé en pied de digue pour acheminer les eaux de ruissellement vers un bassin de 3 300 m³ avant leur évacuation vers le ruisseau de la Plaine.

Dans le cadre de ces travaux, la digue existante située en bordure de la Mosson sera arasée pour reconnecter la Mosson avec son lit majeur et lui permettre déborder dans la Plaine en cas de crues de grande ampleur.

2. Justification de l'intérêt général

Au vu :

- Des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Juvignac, plus particulièrement ceux du quartier de la Plaine, exposés actuellement aux débordements de la Mosson ;
- De l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il permettra d'éviter en cas de crues et qui seraient évités par la mise en œuvre du projet ;
- Du bilan écologique positif du projet.

Le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Occitanie a émis un avis sur le dossier présentant le présent projet le 17 février 2022. La synthèse de cet avis est la suivante :

« Au regard du processus d'inondation du quartier de la Plaine, qui provient à la fois du pluvial et des débordements de la Mosson, et du choix du type de digue du tronçon T2 semblant reposer uniquement sur la moindre emprise sur les parcelles privées, la MRAe recommande de compléter l'étude par :

- L'historique ayant conduit à la situation actuelle et le rappel contextuel de l'origine du projet,*
- Une description des démarches entreprises en parallèle pour l'amélioration du pluvial et les principaux effets attendus ou obtenus concernant le quartier de la Plaine,*
- Une justification étayée du choix du type de digue retenu pour le tronçon T2 au regard des trois autres variantes étudiées (coût total, aspects techniques et sécuritaires, etc.).. (...).»*

Du point de vue de la sécurité de l'ouvrage, la MRAe recommande que la nature du raccordement à la digue soit précisée et que les modalités de suivi et d'entretien décrites dans l'étude de danger soient rappelées au sein de l'étude d'impact.

Au regard des effets attendus du changement climatique (augmentation en intensité des phénomènes extrêmes), la MRAe recommande également d'expliquer comment la conception de l'ouvrage prend en compte ces effets.

La MRAe note que l'enjeu de préservation lié à la présence de zones humides liées à la Mosson et sa ripisylve a été pris en compte par le maître d'ouvrage qui a fait le choix de positionner l'ouvrage de protection (tronçon T2) hors de la berge de la Mosson.

Concernant la phase travaux et les nuisances qu'elle va engendrer, et au regard de la proximité immédiate des habitations, la MRAe recommande que soient présentés le plan de circulation au-delà du quartier de la Plaine et les mesures de sécurisation qui seront mises en œuvre autour du chantier. Les lieux et modalités de traitement des matériaux (criblage, traitements à la bentonite et à la chaux) devront également être décrits afin d'en estimer les impacts potentiels ; un bilan carbone ainsi que, si nécessaire, l'identification de mesures d'atténuation devront être présentés. »

Les réponses à ces demandes de précisions et de compléments ont fait l'objet d'un dossier spécifique adressé à la MRAe le 9 mars 2022. Au regard de ces éléments le dossier de demande d'autorisation environnementale a été considéré comme recevable par la Direction Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

4. Avis des collectivités territoriales

Comme demandé par Monsieur le Préfet de l'Hérault dans l'article 7 de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, la Commune de Juvignac concernée par le projet est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale du porteur du projet dès l'ouverture de l'enquête publique. La Commune de Juvignac a émis un avis favorable au projet par courrier en date du 10 août 2022.

5. Résultat de la concertation du public

A l'issue de l'enquête publique, dans son courrier du 31 juillet 2022 le commissaire enquêteur a adressé le procès-verbal de synthèse de l'enquête avec le relevé des observations du public au Président de la Métropole.

15 observations ont été émises, elles abordent les thématiques suivantes :

- La conservation et préservation des arbres ;
- La protection de la biodiversité ;
- Le maintien du sentier piétonnier au bord de la Mosson ;
- La gestion des eaux pluviales ;
- Les nuisances occasionnées par les travaux ;
- L'exploitation des ouvrages.

Les réponses à ces observations ont été apportées au commissaire enquêteur par la direction de la Métropole

porteuse du projet dans un rapport spécifique qui lui a été adressé le 12 août 2022.

Le 26 août 2022, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et sans réserve sur :

- La demande d'autorisation environnementale assorti de recommandations ;
- L'enquête parcellaire ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) relative à l'opération d'aménagements de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

A la suite du résultat de l'enquête publique et à l'avis du commissaire enquêteur, il n'y a pas eu de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement décrit ci-dessus, de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.